

**LES OTIS EN GRÈVE ILLIMITÉE**

À l'appel de l'ensemble des organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) les salariés de l'ascensoriste Otis ont démarré aujourd'hui une grève illimitée pour réclamer une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail.

**2**

**C'est le nombre des dirigeants de la Deutsche Bank qui ont démissionné hier. La banque est accusée d'avoir manipulé les taux pendant quatre ans au minimum.**

**Capital/travail****INSPECTION DU TRAVAIL**

# À Annecy, une batucada de casseroles Tefal devant le tribunal

Vendredi, près de 500 agents de l'inspection du travail et syndicalistes sont venus soutenir les deux lanceurs d'alerte traduits en justice dans l'affaire Tefal. L'audience a été reportée au 16 octobre.

Annecy (Haute-Savoie),  
envoyée spéciale.

**V**endredi, 14 heures. La salle d'audience du tribunal correctionnel d'Annecy, aussi haute que large, est glaciale. Sur les rares sièges pour le public, une dizaine de salariés de l'usine Tefal, en chasuble jaune fluorescent, et une dizaine d'agents de l'inspection du travail de Haute-Savoie. Venu soutenir les deux lanceurs d'alerte qui attendent, visiblement tendus, le début de l'audience : d'un côté, l'ancien informaticien de Tefal, poursuivi pour la divulgation des documents internes prouvant les manœuvres de l'entreprise pour écarter l'inspectrice du travail ; de l'autre, l'inspectrice elle-même, Laura Pfeiffer, citée à comparaître pour recel et violation du secret professionnel, pour avoir communiqué ces pièces aux syndicats de sa profession. L'avocat de la fonctionnaire, ayant reçu tardivement le dossier pénal, a demandé le renvoi de l'affaire. L'avocat du salarié ne s'y oppose pas. Celui des dirigeants de la société Tefal – absents alors que leur plainte est à l'origine de la procédure –, non plus. Le procureur Éric Maillaud annonce le report du procès au 16 octobre. L'ambiance est lourde, mais l'on entend, assourdie, la rumeur des slogans et de la batucada de casseroles – de marque Tefal – à l'extérieur. À la sortie du tribunal, les manifestants acclament la jeune inspectrice aux cris de « Tous ensemble, tous ! » et lui font une haie d'honneur.

**« Nous exigeons l'abandon immédiat des poursuites... »**

« Cette journée nous a regonflés », se félicite Fanette Freydier, collègue de Laura Pfeiffer et représentante SUD travail. L'appel à soutenir les deux prévenus, lancé par les syndicats de l'inspection du travail et par les structures locales CGT, CNT, FO, SUD, SNU (FSU), CFDT et Unsa, a été entendu par près de 500 personnes : des inspecteurs et contrôleurs du travail venus de toute la France, des salariés et militants syndicaux d'entreprises de Haute-Savoie et de Rhône-Alpes, dont plusieurs dizaines de l'usine Tefal de Rumilly, où toute l'affaire a commencé en 2013. Sous un soleil de plomb, face au calme majestueux du lac d'Annecy, ils scandent leur colère face aux



LE 5 JUIN, LES MANIFESTANTS ACCUEILLENENT LAURA PFEIFFER À LA SORTIE DU PALAIS DE JUSTICE D'ANNECY. PHOTO LAURENT COUSIN

poursuites décidées par la justice : « C'est Tefal qu'il faut condamner, c'est pas l'inspectrice qu'il faut sanctionner ! » ou bien « Avant de faire le ménage à l'inspection, il faut nettoyer le parquet ! » Allusion aux propos du procureur expliquant dans nos colonnes son souhait de « faire le ménage » à l'inspection du travail à travers le cas Pfeiffer. Dans son édition de vendredi, le quotidien le Dauphiné libéré indique que le magistrat « conteste formellement les propos qui lui ont été prêtés "quant au ménage qui devrait être fait à l'inspection du travail" », et cite un communiqué dans lequel il affirme que « le parquet d'Annecy traite avec la même rigueur (...) l'ensemble des procédures pénales » et « apprécie en opportunité les suites à donner (...) en fonction de la gravité objective des faits »... Reste à savoir si cette « gravité objective » peut concerner

les interventions de Tefal auprès du supérieur hiérarchique de Laura Pfeiffer pour qu'il la fasse renoncer à son action de contrôle dans l'entreprise (voir encadré). Le procureur avait indiqué le 20 mai à l'Humanité son intention de classer sans suite le procès-verbal pour « obstacle » dressé par l'inspectrice contre Tefal.

« Dans notre quotidien de militants syndicaux, nous sommes de plus en plus amenés à solliciter l'inspection du travail, on ne peut pas admettre les pressions sur elle, qui sont du même rang que celles que subissent les salariés pour les empêcher de se syndiquer, et les délégués pour les empêcher de jouer leur rôle », pointe Jean-Paul Macé, du syndicat CGT des usines NTN-SNR d'Annecy.

Si le directeur général du travail, Yves Struillou, a rappelé à l'ordre le procureur

**DES PRESSIONS, QUELLES PRESSIONS ?**

Les documents au cœur de l'affaire sont des échanges de mails et un tableau de bord des dirigeants de Tefal, révélant qu'au printemps 2013 ils ont engagé un plan d'action contre l'inspectrice du travail qui remettait en cause l'accord sur les trente-cinq heures. Ils ont pris rendez-vous avec le préfet et le supérieur hiérarchique de Laura Pfeiffer qui, dès le lendemain, lui a reproché avec virulence son action chez Tefal. Déstabilisée, elle a été mise une semaine, puis plusieurs mois, en arrêt maladie. Dans un mail intitulé « Les nouvelles du front », le DRH se félicitait qu'elle soit arrêtée : « Si elle revient, nous devons être extrêmement vigilants. »

pour ses propos revanchards, l'administration du travail n'a toujours pas manifesté de soutien à Laura Pfeiffer, ni condamné les manœuvres de Tefal et du directeur du travail qui a relayé les pressions. « Nous exigeons l'abandon immédiat des poursuites, et demandons que François Rebsamen condamne publiquement les agissements de Tefal et du procureur ! » lance au micro Éric Beynel, porte-parole national de Solidaires. L'ancien leader de la CGT Bernard Thibault, « venu en voisin » puisqu'il siège à l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève, promet qu'en cas de condamnation de Laura Pfeiffer, il saisira l'OIT pour violation par la France de la convention n° 81 protégeant l'action de l'inspection du travail. ●

FANNY DOUMAYROU